

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Ali Bongo Ondimba reçoit Dodo Bounguendza

**LA** rencontre entre le chef de l'État et le secrétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG), a eu lieu hier au palais de la présidence de la République.

O. N.  
Libreville/Gabon



Le président Ali Bongo Ondimba recevant en audience le SG du PDG, Eric Dodo Bounguendza.

Le numéro un gabonais, Ali Bongo Ondimba, a reçu en audience hier, au palais présidentiel, le secrétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG), Éric Dodo Bounguendza. L'échange entre les deux hommes a essentiellement porté sur plusieurs sujets d'actualité. Au nombre desquels les activités relatives au fonctionnement de cette formation politique dont Ali Bongo Ondimba est également le "distingué camarade président"; tout comme la riposte contre la pandémie à coronavirus qui sévit dans notre pays depuis le mois de mars dernier...

Il y a lieu de rappeler que le PDG, formation politique considérée comme la locomotive de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE), est sur le pont dans le combat contre la

propagation du coronavirus au Gabon. Non seulement en multipliant des actions de sensibilisation sur le terrain, mais aussi en distribuant masques et gels hydroalcooliques, tant à Libreville que dans certaines localités de l'intérieur du Gabon. À noter par ailleurs que cette rencontre intervient au moment où le secrétariat exécutif du PDG procède à l'évaluation des feuilles de route de ses différents organes.

procède à l'évaluation de l'exécution des feuilles de route de ses différents organes. Un travail qui se fait autour de son secrétaire général, Éric Dodo Bounguendza. Sur un tout autre plan, soulignons également que l'entretien entre Ali Bongo Ondimba et son hôte arrive aussi au moment où le PDG, par l'entremise de son secrétaire général adjoint 2 en charge des partenariats politiques, Éloi Nzondo, multiplie des rencontres avec ses alliés. Le tout dans la perspective de l'organisation d'une "convention-forum" des partis politiques membres de la MRSE. Des assises que d'aucuns annoncent pour les toutes prochaines semaines.

## Ordres nationaux: les dossiers de candidatures à l'examen

G.R.M  
Libreville/Gabon

EN sa qualité de président du Conseil des Ordres nationaux, le contre-amiral Alain Mounquet Ingoule, grand chancelier des Ordres nationaux, a ouvert hier à Libreville les travaux de la session ordinaire annuelle de cette institution. Une session qui se tient dans un contexte de crise sanitaire liée au Covid-19. D'où le nombre réduit de participants. Respect des mesures gouvernementales de lutte contre cette pandémie oblige.

Il a été question pour les hauts dignitaires de la République membres d'examiner en seconde lecture les dossiers de candidatures et, ainsi, rendre officielles les propositions d'admissions et de promotions des récipiendaires aux décorations dans les différents Ordres. "Pour cette session inhabituelle, nous regarderons de fond en comble les demandes de

candidatures dans l'Ordre national de l'Étoile équatoriale et dans l'Ordre national du Mérite gabonais", a informé le grand chancelier des Ordres nationaux dont c'est la première session depuis sa nomination, en avril dernier, en remplacement de l'amiral Hervé Nambo Ndouany. À terme, il s'agira de décerner "un Grade et Dignité" aux Gabonais de toutes les couches, de toutes les sensibilités et de toutes les tendances, ce dont la patrie reconnaissante dispose comme symboles. "Ceci pour rester en phase avec les instructions du chef de l'État, Grand maître des Ordres nationaux, qui commande de faire de la pratique de l'excellence, du mérite et de l'égalité des chances, des devoirs républicains", a ajouté l'orateur. Lequel a dit se servir de l'expérience, des avis et des suggestions des membres pour "mener à bien les missions de notre institution à la base de la valorisation du mérite de nos compatriotes".



Le contre-amiral Alain Mounquet Ingoule (centre) à l'ouverture de la session du Conseil ordinaire des Ordres nationaux.

## CPF: le Gabon plaide pour un réexamen de la situation du Burundi

**LA** 110e session du Conseil permanent de la Francophonie s'est tenue récemment à Paris en France. Les assises étaient présidées par la secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Louise Mushikiwabo.

Martina ADA METOULE  
Libreville/Gabon

LA 110e session du Conseil permanent de la Francophonie (CPF) s'est tenue dernièrement par visioconférence dans la capitale française. La délégation gabonaise était conduite par le représentant personnel du chef de l'État au sein de ladite instance, Flavien Enongoue, par ailleurs ambassadeur Haut représentant du Gabon en France.

Présidés par la secrétaire générale de l'OIF, Louise Mushikiwabo, les travaux étaient axés sur l'examen de la situation politique, diplomatique et économique dans

l'espace francophone. Dans son intervention, cette dernière s'est appesantie sur la transformation du multilatéralisme, dans un contexte international fortement bouleversé par la crise sanitaire liée au coronavirus. À cet effet, elle a insisté sur les conséquences économiques et sociales de cette crise qui a mis en évidence les inégalités au sein des pays de l'espace francophone, en particulier. D'où son appel à une réinvention de la place du multilatéralisme dans la résolution des problèmes internationaux. Ce, en vue de renforcer la coopération et la solidarité par le développement des actions répondant aux besoins des populations.

Pour sa part, Flavien Enongoue a marqué l'adhésion de son pays à cet appel. Aussi, s'est-il montré disposé à y contribuer. Notamment en portant dans les instances internationales, la nécessité de mettre en place les instruments efficaces d'une nouvelle gouvernance sociale globale. L'examen des questions administratives et financières n'était pas en reste. À noter par ailleurs que le représentant personnel du chef de l'État a plaidé pour un réexamen de la situation du Burundi, "mis en observation depuis plusieurs années" au sein des instances de l'OIF.



L'ambassadeur du Gabon auprès de l'OIF participant aux travaux par visioconférence.